CUPE SCFP Ontario



PEOPLE POWER
Peace • Public Services
LE POUVOIR DU PEUPLE
La Paix • Les Services Publics

CONGRÈS 2026 CONVENTION

PLAN D'ACTION

cope LOCAL 343

Plan d’action 2026 du SCFP Ontario

Table des matières

La solidarité comme ligne de conduite 1
La crise de l’austérité : affamer la population pour nourrir les profiteurs 2
Militantisme proactif : notre pouvoir sur le terrain 9
Lieux de résistance : reprendre possession de nos communautés 10
Une paix fondée sur la justice : notre lutte ne connaît pas de frontières 12
Démanteler l’oppression : la racine du pouvoir capitaliste 13
La libération par la solidarité 15

Nous sommes la récolte les uns des autres : nous sommes l'affaire les uns des autres : nous sommes la grandeur et le lien les uns des autres.

- Gwendolyn Brooks

La solidarité comme ligne de conduite

1. Nous traversons une période d'une profonde incertitude, pris au piège entre l'austérité implacable qui frappe les services publics, un regain d'appétit pour un militarisme extravagant et un paysage de direction en pleine mutation au sein du SCFP Ontario. Alors que nous rendons hommage à l'héritage d'une direction radicale, de gauche et centrée sur les travailleurs qui a ancré ce syndicat au cours des deux dernières décennies, nous reconnaissons également que, même si le terrain devant nous continue d'évoluer, notre arme la plus redoutable demeure claire et fondamentale : la solidarité.
2. Nous devons être honnêtes quant à ce que la solidarité exige de nous. Ce n'est pas une combinaison magique de motivations pures et de résultats victorieux prévisibles. Ce n'est pas un sentiment passif qui procure un bien-être, ni un tour de magie spontané. La solidarité est une discipline rigoureuse et durement acquise. Elle est inconditionnelle, elle se construit au-delà des différences et se forge dans les conditions bien réelles, souvent difficiles, de nos milieux de travail et de nos communautés. C'est la seule véritable défense dont disposent les travailleurs et les personnes marginalisées face à un pouvoir bien établi et concentré.
3. L'histoire prouve que la solidarité est contagieuse. De nos camarades du secteur aérien qui ont manifesté leur volonté collective en faisant une grève illégale il y a à peine 10 mois, aux communautés qui résistent aux expulsions massives partout en Amérique du Nord, en passant par les nations du monde entier qui tiennent tête aux empires impérialistes, le mécanisme de survie est universel. Nous ne laisserons pas les architectes de notre exploitation définir à quoi ressemble une résistance acceptable. L'élite des grandes entreprises et ses alliés politiques exigeront toujours que nous admirions les obéissants tout en détestant ceux qui osent se rebeller. Mais nous sommes un syndicat de rebelles. Nous sommes aux côtés de ceux qui osent se battre et de ceux qui osent vivre. Comme l'a dit un jour la poète June Jordan, nous « devons devenir une menace pour [nos] ennemis ».
4. Notre vision pour ce syndicat et pour le monde repose sur une revendication simple et inébranlable : le pouvoir du peuple, la paix et les services publics. Notre mouvement est une lutte permanente pour préserver la possibilité d'une vie communautaire, de l'émancipation et de l'épanouissement humain. Alors

que nous nous apprêtons à mener les combats à venir, cette lutte doit revêtir deux facettes indispensables : la solidarité et un militantisme inébranlable. Pour survivre, notre syndicat doit être un lieu profond de solidarité pour nos membres. Parallèlement, nous devons faire preuve d'une intrépidité totale pour ébranler les systèmes qui font passer le profit avant les gens. Il ne s'agit pas de forces opposées; c'est exactement la même lutte. Cette unité, c'est le véritable mouvement.

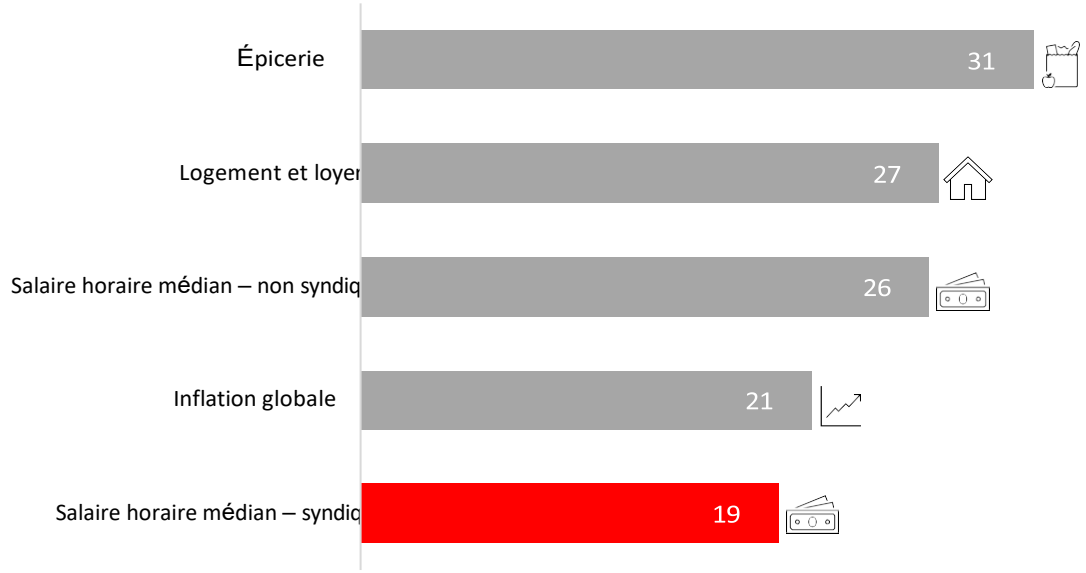
5. Ce plan d'action est notre feuille de route pour ce mouvement. Ancrés dans nos racines radicales, nous allons de l'avant non pas avec un optimisme naïf, mais avec la solidarité disciplinée et militante nécessaire pour repousser la classe dirigeante, protéger nos communautés et bâtir un monde qui fonctionne pour nous tous.

La crise de l'austérité : affamer la population pour nourrir les profiteurs

6. Lorsque nous examinons la situation à laquelle nous sommes confrontés, la crise du coût de la vie est au premier plan des préoccupations de la plupart des Ontariens et la source de leurs angoisses les plus profondes. Mais nous devons être clairs : cette crise n'est pas un ralentissement économique naturel; c'est une guerre de classes orchestrée. Depuis le début de la pandémie, le coût des aliments a grimpé en flèche de 31 %, et les coûts du logement ont bondi de 27 %. Pendant ce temps, les salaires syndiqués n'ont augmenté que de 19 %. À la table de négociation, nous nous heurtons à une résistance fondamentale face à ce fait élémentaire : un travailleur sur cinq dans cette province fournit des services publics et a du mal à joindre les deux bouts.

Les salaires des membres des syndicats sont de loin à la traîne par rapport au coût de la vie

Augmentation en pourcentage de mars 2020 à février 2026

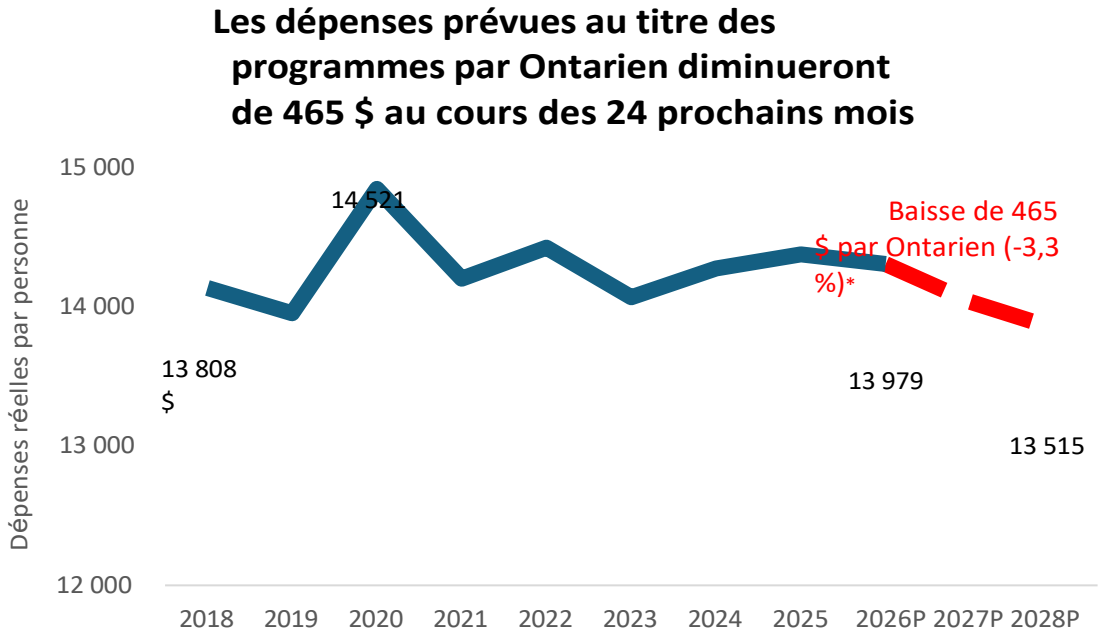


Tableaux de Statistique Canada : 18-10-0004-01 et 14-10-0065-01

7. Cette crise du coût de la vie est violemment aggravée par les mesures

d’austérité sévères imposées au secteur public. Les compressions dans les services publics sont une arme à double tranchant : elles dévastent nos collectivités qui en dépendent, tout en portant atteinte aux moyens de subsistance des membres du SCFP Ontario qui fournissent fièrement ces services. D’après le dernier budget provincial, après avoir tenu compte de l’inflation et de la croissance démographique,

les dépenses globales de la fonction publique devraient diminuer de 3,3 %, soit 465 $ par Ontarien, au cours des 24 prochains mois. En sabrant dans les ressources publiques et les avantages sociaux dont nous dépendons tous, le gouvernement Ford aggrave activement le coût de la vie pour les travailleurs.



***Déficit de 7,6 milliards de dollars d'ici 2028**
Remarque : Données réelles de 2026 (déflateur du PIB). La composante des soins de santé a été ajustée en fonction de la structure démographique de 2026 à l'aide des profils de dépenses de l'ICIS de 2019.
Source : Comptes publics de l'Ontario, Statistique Canada, ICIS, budget de 2026

8. Face à ce déficit artificiel de 465 $, ce sont les travailleurs qui doivent combler eux-mêmes le manque à gagner. Pris entre une crise du coût de la vie et des services publics qui ne répondent pas aux besoins, nombreux sont ceux qui, dans l'Ontario de Doug Ford, se tournent vers l'endettement en dernier recours. Les personnes aux revenus les plus modestes sont désormais obligées de s'endetter de près de six dollars pour chaque dollar qu'elles gagnent, simplement pour rester à flot. Pourtant, alors que les travailleurs croulent sous les dettes, le coût des hauts fonctionnaires de Doug Ford a grimpé en flèche de 11 % au cours de la dernière année.

9. Le poids écrasant de cette austérité a également contraint plus d'un million d'Ontariens à se tourner vers les banques alimentaires au cours de la dernière année — une augmentation stupéfiante de 13 % en un seul an. Plus accablant encore, un enfant sur trois en Ontario est actuellement en situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit là d'une condamnation profonde et honteuse d'un système et d'un gouvernement qui font passer le profit des entreprises avant la survie humaine fondamentale.

10. C’est dans le secteur du logement que cette cupidité des entreprises est la plus flagrante. De nouvelles données révèlent que 85 000 Ontariens seront sans abri en 2025, soit une hausse de 8 % par rapport à l’année précédente. Chose stupéfiante, alors que la population sans abri augmente, plus de

84 000 maisons en Ontario sont accaparées par des entreprises et des investisseurs à but lucratif. Face à cette crise, la cruauté du gouvernement Ford est flagrante : après avoir tenu compte de l'inflation et de la croissance démographique, le gouvernement a réduit le budget du programme de lutte contre l'itinérance de 2,1 % pour les 12 prochains mois.

11. Cette cruauté s'étend à tous les secteurs publics. Nous assistons à une guerre coordonnée menée par les conservateurs contre le bien public. Dans nos écoles publiques, cela se traduit par le fait que le gouvernement passe outre la démocratie locale en plaçant les conseils scolaires sous administration provinciale, en réduisant le nombre de conseillers scolaires élus et en augmentant la taille moyenne des classes. Dans nos collèges et universités, des années de compressions délibérées dans les subventions provinciales de fonctionnement affament les établissements, tandis que les changements destructeurs apportés aux prêts étudiants font en sorte que toute croissance financière du secteur est en réalité financée aux dépens des étudiants qui contractent des prêts colossaux et abusifs. Dans nos municipalités, nous assistons à des tentatives agressives visant à imposer des fusions imposées par le haut dans certaines régions afin de consolider le pouvoir des conservateurs. Dans le domaine des services sociaux, les prestations d'Ontario au travail (OT), du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et le financement des services de développement restent honteusement bien en deçà de ce qui est nécessaire pour survivre. Et dans le domaine des soins de santé, les hôpitaux sont dans le rouge, contraints de contracter des prêts bancaires simplement pour rester à flot, tandis que la province canalise les fonds destinés à la santé publique vers des cliniques privées.

12. Ce sous-financement incessant de nos infrastructures publiques laisse également nos collectivités totalement exposées à la crise climatique qui s'accélère. Nous devons considérer la crise climatique qui s'accélère pour ce qu'elle est : une urgence touchant la classe ouvrière, alimentée par cette même cupidité sans limite des grandes entreprises qui pèse sur nos salaires. Alors que les gouvernements conservateurs bétonnent des terres protégées pour enrichir leurs amis promoteurs immobiliers, les communautés de la classe ouvrière sont laissées à elles-mêmes face aux ravages des phénomènes météorologiques extrêmes, sans infrastructures publiques dotées d'un financement adéquat. Il n'y a pas d'emplois sur une planète morte; notre mouvement exige une transition juste, menée par les travailleurs, qui établisse un secteur public vert, résilient et entièrement syndiqué.

13. Il est essentiel de souligner que, qu'elle résulte de la dégradation de l'environnement ou de la réduction drastique de ces services essentiels, cette guerre coordonnée contre le secteur public n'est pas neutre sur le plan racial; il s'agit d'une attaque directe contre les communautés qui méritent l'équité. Historiquement, le secteur public a constitué l'une des rares voies fiables vers la

stabilité économique, l’équité salariale et la protection syndicale pour les travailleurs Noirs, Autochtones et racialisés, ainsi que pour les femmes et d’autres groupes marginalisés. Lorsque le gouvernement Ford supprime ces emplois, il ne se contente pas de resserrer le budget : il démantèle activement le socle économique de communautés diversifiées. Cette destruction de moyens de subsistance sûrs et syndiqués fonctionne comme un outil structurel d’exploitation capitaliste, poussant délibérément les travailleurs marginalisés vers un marché du travail privé précaire et à bas salaire afin de maintenir la domination économique. En fin de compte, il s’agit d’un acte de violence économique qui appauvrit ces communautés, les rendant vulnérables à la véritable priorité du gouvernement : la criminalisation.

14. Ce programme de criminalisation met à nu l'hypocrisie ultime de l'austérité conservatrice. On nous dit que les caisses sont vides pour les biens publics, mais l'austérité est un mythe; il s'agit simplement d'un détournement calculé de la richesse, des soins communautaires vers le contrôle de l'État. Alors que Doug Ford prive délibérément nos services publics essentiels de ressources, il trouve sans peine 4 milliards de dollars pour construire 1 140 nouvelles places de détention à 3,5 millions de dollars la place. En accordant la priorité à cette expansion massive de l'État pénal, il pousse activement l'Ontario sur la voie du système carcéral américain — un modèle dystopique où, fait stupéfiant, un adulte sur trois est fardeau d'un casier judiciaire.
15. Cette obsession pour la répression au détriment du bien public n'est pas seulement un enjeu provincial; Ford l'impose à nos collectivités locales. Alors même que les maires de l'Ontario tirent la sonnette d'alarme face aux coûts écrasants et galopants des services de police, le premier ministre protège explicitement le gonflement des effectifs policiers. Il est allé jusqu'à décréter que ses pouvoirs antidémocratiques de « maire fort » et de « président fort » n'incluent pas la capacité de limiter les augmentations du budget de la police ni d'opposer son veto aux prévisions budgétaires de la police.
16. Le message de ce gouvernement est clair : il trouvera toujours des fonds illimités pour les policiers et les cellules de détention, tout en imposant des compressions dévastatrices dans les soins et les services communautaires. Nous rejetons totalement cette vision violente et de droite. Nous exigeons un changement fondamental de priorités, en ancrant notre lutte dans le pouvoir du peuple, la paix et les services publics.

Le SCFP de l'Ontario s'engage à :

17. Refuser le mythe de la pénurie à la table de négociation et collaborera avec le SCFP national pour doter les sections locales des données nécessaires afin de lutter avec détermination pour obtenir des augmentations salariales supérieures à l'inflation et regagner le terrain perdu.
18. Collaborer avec le SCFP national pour mener des campagnes coordonnées de négociation à l'échelle de la province et de mobilisation intersectorielle contre la volonté du gouvernement conservateur de privatiser les ressources essentielles, qu'il s'agisse de l'eau, des soins de santé, des écoles, des services sociaux ou des universités.
19. Exiger sans détour que les budgets exorbitants consacrés à la police et au système carcéral soient réorientés vers les services publics vitaux qui assurent véritablement la sécurité des collectivités, notamment le logement, les soins de santé et l'éducation.
20. Rappeler activement à la population que toute augmentation du

financement dans le secteur public est le résultat direct de la militance de la classe ouvrière, en restant éternellement vigilant face aux manœuvres du gouvernement visant à détourner ces fonds publics vers les poches des entreprises privées.

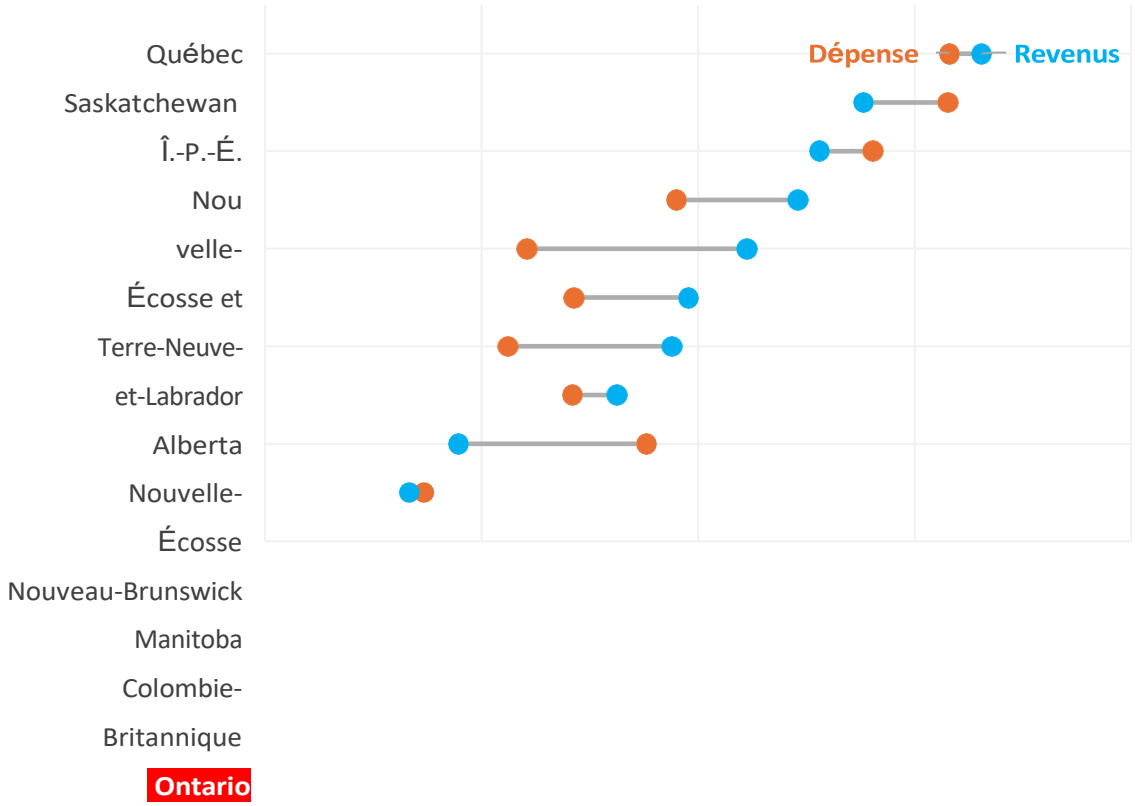
21. Lutter contre la désignation vicieuse des sans-abri et des personnes qui consomment de la drogue comme boucs émissaires et leur criminalisation, en coordonnant nos efforts avec nos alliés communautaires pour exiger le financement immédiat et l'expansion massive des sites de consommation sécuritaires et des services de réduction des méfaits.

Se réapproprier notre richesse : taxer les riches et mettre fin à l'escroquerie

22. L'austérité est intrinsèquement liée à un manque de recettes, et la vérité est qu'en Ontario, les entreprises et les riches se sont gavés pendant des décennies de réductions d'impôts, amassant systématiquement la richesse créée par les travailleurs. Les taux d'imposition actuels pour les plus riches et les multinationales sont loin d'être aussi élevés qu'ils l'étaient autrefois, ce qui renforce un système intrinsèquement injuste et inégalitaire.

23. La réalité statistique de cette privation délibérée est crue. Comme le prouvent les données, l'Ontario se classe bon dernier au pays tant pour les recettes gouvernementales per capita que pour les dépenses de programmes par personne. Nous n'avons pas de problème de dépenses dans cette province; nous avons un grave problème de recettes, créé de toutes pièces. Le gouvernement de Doug Ford prive intentionnellement nos services publics de ressources parce qu'il refuse de percevoir les recettes nécessaires auprès de la classe des grandes entreprises, qui en a les moyens.

Dépenses de programmes et recettes totales par personne, 2024



12 000 $	14 000	16 000	18 000	20 000

Source : Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario

24. Le gouvernement Ford mène actuellement sa deuxième révision fiscale, et nous devons intervenir avec détermination. Nous ne pouvons pas laisser cette révision devenir un autre moyen d'accorder des allégements d'impôt à l'élite; nous devons exiger une refonte en profondeur afin de créer un régime fiscal véritablement équitable et juste. Les chiffres sont incontestables. Une simple surtaxe de 20 % imposée au 1 % des plus riches — ceux qui gagnent plus de 313 100 $ par année — permettrait de dégager une source massive de revenus inexploités de 6,6 milliards de dollars.

25. De plus, nous devons faire face à la réalité : les entreprises s'accaparent sans cesse une part toujours plus importante de notre croissance économique, refusant catégoriquement de répercuter ces gains sous forme de salaires aux travailleurs de première ligne qui génèrent cette croissance.

26. Comme ces entreprises ont réalisé des profits excessifs et scandaleux, nous exigeons la mise en place d'un impôt ponctuel sur les bénéfices exceptionnels qui reflète les profits excédentaires colossaux que les entreprises ontariennes ont engrangés entre 2021 et 2023.

27. Au lieu de mobiliser cette richesse des entreprises pour financer le bien commun, le gouvernement conservateur s'emploie activement à bâtir un « État sous-traitant ». Plutôt que d'investir dans le secteur public et les travailleurs qui le soutiennent, il sous-traite nos capacités publiques à des sociétés privées à but lucratif, moyennant des frais exorbitants. Cet affaiblissement délibéré de la fonction publique n'est pas une mesure d'efficacité; il s'agit d'un transfert direct de la richesse publique vers le secteur privé.

28. Cette externalisation agressive va de pair avec le déploiement rapide de l'intelligence artificielle. Nous devons considérer l'IA non pas comme un progrès inévitable, mais comme la dernière arme de la guerre des classes de l'État sous-traitant. Les employeurs et les gouvernements de droite s'empressent Ils utilisent l'IA comme une arme pour surveiller nos membres, déqualifier notre main-d'œuvre et automatiser de bons emplois syndiqués sous le faux prétexte d'une efficacité visant à réduire les coûts. Nous devons négocier avec acharnement des mesures de protection contre la gestion algorithmique afin de garantir que toute évolution technologique profite aux travailleurs et au bien public, plutôt que de simplement remplir les poches des entreprises technologiques privées.

Cette société n'a pas été bâtie par des milliardaires ou des conseils d'administration; elle a été bâtie par la classe ouvrière. Tant que l'emploi sera exclusivement lié aux marges de profit de l'élite, le travail essentiel consistant à prendre soin de nos communautés restera inachevé. Nous devons nous réapproprier notre travail pour le bien public en Ontario.

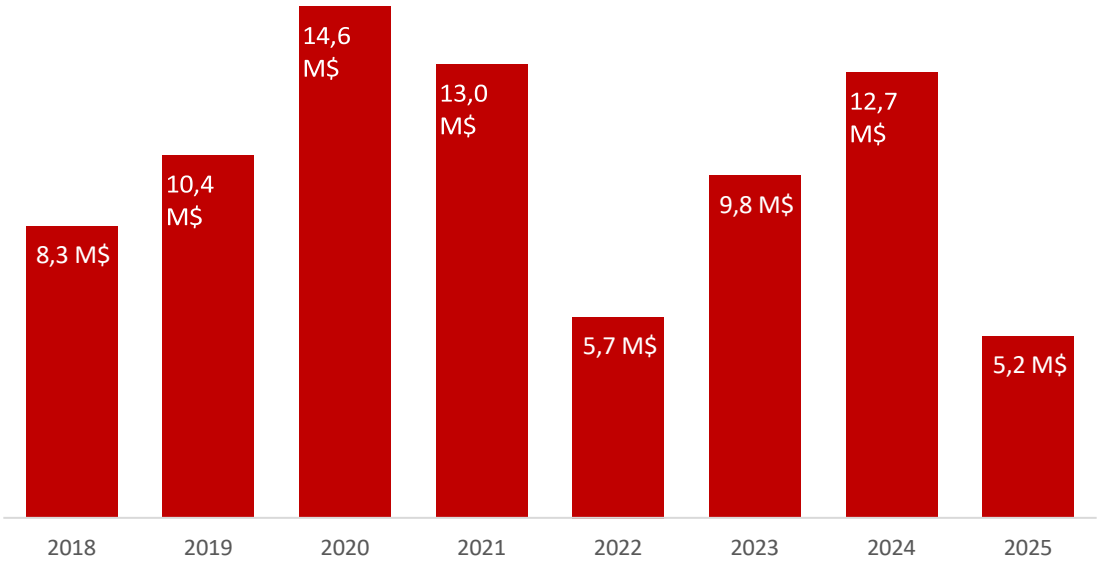
29. Alors qu'ils demandent aux travailleurs de se serrer la ceinture, Doug Ford et ses alliés s'enrichissent sans vergogne, eux et leurs amis. Regardez ce népotisme flagrant : le coût des hauts fonctionnaires du premier ministre figurant sur la « Sunshine List » a augmenté de 11 % en 2025, ce qui est stupéfiant. Pendant ce temps, la population se demande pourquoi la fille du premier ministre a reçu une augmentation de 33,9 % l'année dernière, ce qui l'a propulsée au sixième rang des plus hauts salariés du Centre de soins de santé Runnymede, avec un salaire exorbitant de plus de 211 000 $. Ce n'est pas de

la responsabilité financière; c'est de l'escroquerie pure et simple.

30. Le deux poids deux mesures du système de justice capitaliste est stupéfiant. Le commentateur politique Hasan Piker a déclaré : « Si vous volez les riches, vous allez en prison. Si vous volez les pauvres, vous devenez riche. Il n'y a qu'un seul domaine où le vol illimité est légalement toléré, et c'est le vol de salaire. » Ici même, en Ontario, on estime à 80 millions de dollars le montant des salaires impayés qui ont été volés aux travailleurs depuis

2017. Le gouvernement ferme les yeux parce que, dans ce système, le vol d'entreprise est considéré comme un modèle d'affaires tout à fait normal.

Près de 80 millions de dollars volés :
La crise persistante du vol de salaire en Ontario



Source : Ministère des Finances de l'Ontario (CBC)

31. Voilà le véritable visage du programme économique du gouvernement Ford : une redistribution massive de la richesse vers le haut, orchestrée par des réductions d'impôts, la privatisation et le vol d'entreprise impuni. Nous ne pouvons pas nous contenter de négocier avec un système conçu pour nous exploiter; nous devons le bouleverser. Pour récupérer notre richesse, nous devons passer à l'offensive en exigeant des impôts massifs sur la fortune, en démantelant l'État sous-traitant et en poursuivant en justice le vol d'entreprise. Nous ne demandons pas seulement un budget plus équitable — nous nous battons pour démanteler l'architecture de l'escroquerie capitaliste et rendre la richesse à la classe ouvrière qui a bâti cette province.

Le SCFP Ontario s'engage à :

32. Poursuivre sa campagne pour une refonte radicale du régime fiscal, en exigeant une surtaxe de 20 % pour le 1 % le plus riche, un impôt sur la fortune dédié et un impôt sur les gains exceptionnels pour ceux qui ont profité de la pandémie.

33. Poursuivre sa campagne de sensibilisation interne établissant un lien direct entre la justice fiscale et la survie du secteur public, tout en faisant pression sur le NPD de l'Ontario pour qu'il défende avec audace une législation qui augmente considérablement les taux d'imposition des entreprises et oblige les ultra-riches

à financer le bien public.

34. Lutter activement contre l'« État sous-traitant » en combattant la privatisation à tous les niveaux, en exigeant non seulement que le travail sous-traité soit réintégré de façon permanente au sein de l'organisation,

mais en élargissant de manière dynamique le domaine public en intégrant au secteur public syndiqué des services historiquement privés et à but lucratif. Dénoncer la malversation et le copinage des conservateurs, en sensibilisant nos membres et le public à la manière dont le gouvernement restreint les salaires des travailleurs tout en accordant des augmentations salariales massives à ses proches politiques et aux membres de leur famille.

35. Exiger une application rigoureuse de la loi par le gouvernement et des sanctions sévères contre le vol salarial par les entreprises, en luttant pour récupérer les 60 millions de dollars volés aux travailleurs de l'Ontario et en mettant fin à l'ère de l'impunité des employeurs.

36. Lutter contre l'utilisation de l'intelligence artificielle comme arme par les entreprises en exigeant des protections législatives strictes contre les préjudices algorithmiques et le gaspillage écologique massif causé par les infrastructures d'IA. Collaborer avec le Siège national du SCFP pour offrir une formation aux membres visant à dénoncer la surveillance en milieu de travail et à soutenir les campagnes locales afin de défendre énergiquement les emplois syndiqués, les services publics et notre climat contre les menaces de l'intelligence artificielle.

Militantisme proactif : notre pouvoir sur le terrain

37. Pour protéger ce transfert massif de richesse vers la classe des grandes entreprises, le gouvernement conservateur s'emploie activement à créer un déficit démocratique. Il fait adopter à la hâte des projets de loi en comité afin d'échapper à l'examen public et adopte des modifications radicales et rétroactives à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (LAIPVP). En dissimulant systématiquement les dossiers du premier ministre, des ministres et du personnel politique, il protège ses ententes secrètes du regard du public et démantèle notre droit à un contrôle indépendant. Pour s'assurer de ne jamais avoir à assumer les conséquences de ce secret, il a aboli les dates d'élection fixes. Cette manœuvre délibérée affaiblit notre démocratie, permettant au premier ministre de manipuler le calendrier électoral et de déclencher des élections anticipées chaque fois que cela est le plus avantageux sur le plan politique pour son gouvernement.

38. Cette culture du secret sert de couverture à des malversations financières ahurissantes. Le vérificateur général a déjà dénoncé le Fonds de développement des compétences, projet phare du premier ministre, comme un programme non transparent qui a distribué des centaines de millions de dollars de fonds publics à des candidats peu qualifiés mais bien connectés. Tout en privant de ressources les services publics dont nous dépendons, ils font payer aux contribuables une étude de faisabilité de 9 millions de dollars pour un tunnel fantaisiste sur l'autoroute 401 et un « avion de luxe » de 28,9 millions de dollars

destiné au premier ministre. Telle est la réalité concrète d'un gouvernement dirigé par un premier ministre qui a fièrement déclaré son soutien « inébranlable » aux politiques économiques de Donald Trump.

39. Nous ne pouvons pas vaincre cette corruption uniquement par un lobbying courtois; nous devons la déstabiliser dans nos lieux de travail et dans les rues. Notre lutte pour le pouvoir du peuple, la paix et les services publics exige que nous reconnaissions où se tracent les lignes de bataille. Les négociations à venir pour le Conseil des syndicats des commissions scolaires de l'Ontario (CSCSO) constituent l'un des plus grands combats en Ontario. Doug Ford en veut encore à la force

force de 55 000 travailleurs de l'éducation qui ont défié ses lois draconiennes par une grève illégale. Soyons clairs : l'issue de cette prochaine lutte du CSCSO déterminera le cours de l'avenir collectif de tous. L'ensemble du mouvement syndical doit considérer cela comme notre lutte commune.

40. Pour remporter ces luttes monumentales, la solidarité exige la discipline d'un militantisme syndical proactif de la classe ouvrière. Nous ne pouvons pas attendre la dernière minute pour régler les détails logistiques de la grève. Nous devons élaborer dès maintenant des plans de grève complets. Les sections locales doivent anticiper la nécessité d'une grève à l'échelle de la province plutôt que de s'empresser de tenir des réunions d'urgence lorsque le compte à rebours de 30 jours commencera. La préparation est la condition préalable au pouvoir de la classe ouvrière. Nous comprenons que tous les gains découlent de notre organisation acharnée et de la menace crédible que représente notre action collective.

Le SCFP Ontario s'engage à :

41. Aider toutes les sections locales à se lancer sans délai dans une préparation proactive à la grève, en renforçant leurs capacités logistiques et financières afin de mener à bien une action syndicale à l'échelle de la province bien avant l'expiration des conventions collectives.

42. Mobiliser tout le poids et toutes les ressources de notre syndicat dans un esprit de solidarité indéfectible avec les travailleurs de l'éducation du CSCSO, en reconnaissant que leurs prochaines négociations constituent le combat syndical déterminant dans la province.

43. Doter les membres et les dirigeants des sections locales des outils de syndicalisation nécessaires pour cartographier leurs lieux de travail, cerner leurs points d'étranglement stratégiques et renforcer leur confiance pour les paralyser lorsque les employeurs refusent de négocier équitablement.

44. Mener une campagne énergique contre les reculs démocratiques du gouvernement Ford et mobiliser l'opposition publique au démantèlement de la FIPPA.

45. Continuer à donner la priorité à la syndicalisation externe, en intégrant les travailleurs non syndiqués dans nos rangs afin de renforcer le pouvoir de la classe ouvrière et d'élargir la lutte pour les services publics.

Lieux de résistance : reprendre possession de nos communautés

46. L'époque où les employés municipaux étaient à l'abri des attaques provinciales est révolue. Aujourd'hui, le gouvernement mise sur l'austérité budgétaire par procuration. En liant les subventions destinées aux

infrastructures essentielles à des réductions obligatoires des redevances d'aménagement, la province oblige les municipalités à subventionner les promoteurs immobiliers aux dépens des employés de la fonction publique.

47. Cette pression est aggravée par le transfert provincial vers les petites municipalités par le biais de

Chaque milieu de travail a son « détroit d'Ormuz ». Notre travail consiste à le repérer et, au besoin, à le bloquer. C'est en identifiant et en exploitant les points d'étranglement stratégiques d'un système qui nous est hostile que la classe ouvrière de déployer sa véritable puissance.

le Fonds de partenariat municipal de l'Ontario (FPMO). Des années de gel des transferts ont fait en sorte que l'inflation a réduit son pouvoir d'achat réel de 20,5 %, soit 150 millions de dollars, depuis 2018. À court de liquidités, les conseils municipaux se tournent vers nos salaires pour combler la différence.

48. Parallèlement, les pouvoirs accordés aux « maires forts » et aux « présidents forts » ont transformé les mairies en champs de mines politiques. Le fait de donner aux maires le pouvoir de contourner le consensus démocratique et de congédier unilatéralement les cadres supérieurs supprime les garde-fous professionnels de nos milieux de travail. L'« efficacité » n'est désormais qu'un écran de fumée servant à l'externalisation, à laisser des postes essentiels vacants et à restreindre les salaires.

49. Cette ingérence autoritaire reflète parfaitement la récente attaque de la province contre notre système d'éducation. Le Bureau de la responsabilité financière a déclaré que le financement par élève diminuera de 812 $ l'année prochaine par rapport à 2018. Plutôt que de financer adéquatement le secteur, le gouvernement rejette la faute sur la commission scolaire et ses conseillers. Le gouvernement centralise de manière agressive le contrôle et limite la démocratie locale, notamment en plafonnant le nombre de conseillers scolaires à un maximum strict de 12. Cette approche dictatoriale sape de fait l'autonomie des commissions scolaires et leur capacité à remplir leur mission : veiller à ce que nos enfants apprennent. À l'heure où les écoles sont confrontées à de sévères compressions de personnel et à d'énormes déficits budgétaires, nos enfants ont besoin d'une aide concrète, soutenue par de véritables fonds provinciaux. Au lieu de cela, le gouvernement fait exactement le contraire : il donne la priorité à la conquête du pouvoir politique tout en continuant à sous-financer de façon chronique les salles de classe et les travailleurs de l'éducation sur lesquels comptent nos collectivités.

50. Cela signifie que nous devons repenser radicalement notre approche des prochaines élections municipales et scolaires, en reconnaissant explicitement que ces scrutins ne concernent pas seulement les travailleurs municipaux ou du secteur de l'éducation; ce sont des champs de bataille cruciaux pour chaque membre du SCFP, quel que soit son secteur. Lorsque les conseils municipaux et scolaires de droite réduisent les salaires ou privatisent les services, cela établit un seuil de concession qui encourage tous les autres employeurs de la province. Nous ne pouvons plus nous contenter d'attendre les résultats politiques pour décider comment réagir; nous devons prendre activement le contrôle de ces espaces démocratiques et dicter l'ordre du jour. Ces élections constituent des champs de bataille fondamentaux pour lutter contre la nature antidémocratique de la législation conservatrice. Nous devons considérer nos mairies et nos conseils scolaires locaux comme de véritables « lieux de résistance ». Cela exige de présenter, d'appuyer et de défendre farouchement les candidats progressistes qui font actuellement l'objet d'un harcèlement coordonné de la part

de l’extrême droite, simplement parce qu’ils défendent l’équité, l’inclusion et le bien public.

Le SCFP Ontario s’engage à :

51. Lancer une campagne électorale exhaustive et coordonnée à l’échelle de la province en vue des prochaines élections municipales et des conseils scolaires — en consacrant une

, une solide capacité d'organisation et une mobilisation directe de membre à membre pour élire des défenseurs progressistes des droits des travailleurs et prendre le contrôle politique de nos collectivités locales.

52. Mener une campagne énergique pour abolir les pouvoirs antidémocratiques des « maires forts » et des « présidents forts », en les dénonçant comme des outils autoritaires utilisés pour réduire au silence l'opposition communautaire et imposer la privatisation et l'austérité.

Une paix fondée sur la justice : notre lutte ne connaît pas de frontières

53. Tout comme nous reconnaissons que la lutte pour les services publics ne peut se limiter à une seule municipalité, nous devons également reconnaître qu'elle ne peut se limiter à une seule frontière. Nous ne pouvons vaincre les gouvernements hostiles aux travailleurs chez nous sans lutter contre l'impérialisme mondial qui les alimente. La machine de guerre mondiale est un ennemi concret de la classe ouvrière; chaque roquette tirée constitue un vol direct au détriment des services publics, des logements et des écoles dont nos communautés ont désespérément besoin. Lorsque des milliards sont injectés dans le complexe militaro-industriel, ce sont nos membres et nos communautés qui sont délibérément privés de ressources pour payer la facture.

54. Le SCFP ne renonce pas à sa revendication d'une paix fondée sur la justice. Nous sommes solidaires sans réserve de ceux et celles qui résistent aux diktats impérialistes — qu'il s'agisse du peuple iranien confronté à l'agression régionale ou de notre condamnation sans concession du régime israélien génocidaire et d'apartheid. La lutte contre l'occupation et la violence coloniale est inextricablement liée à notre propre libération collective.

55. Notre internationalisme s'étend à tous ceux qui résistent à la violence d'État et à l'effacement colonial, y compris le peuple kanak de la Nouvelle-Calédonie, les peuples Autochtones de la Papouasie occidentale et la résistance démocratique au Myanmar. Nous refusons d'ignorer les conflits catastrophiques au Soudan, en République démocratique du Congo, en Haïti, au Yémen et au Tigré — des crises souvent mises de côté par les puissances occidentales. De plus, nous sommes aux côtés des classes ouvrières de Cuba et du Venezuela alors qu'elles luttent contre des blocus économiques écrasants et des sanctions orchestrées, conçues pour briser leur détermination.

56. À l'échelle nationale, cette violence mondiale se manifeste sous la forme d'un « impérialisme frontalier ». Nous rejetons la capitulation lâche face à la rhétorique anti-migrants de la part des politiciens qui rejettent la responsabilité des échecs de la classe dirigeante sur les personnes déplacées. Les

travailleurs migrants sont nos camarades et nos voisins, déplacés par le capital mondial et exploités par cette même cupidité des grandes entreprises qui pèse sur nos salaires à tous. Nous devons considérer nos frontières, nos mairies et nos conseils scolaires comme des lieux unifiés de résistance. Il n'y a pas de juste milieu : soit nous défendons la classe ouvrière mondiale, soit nous laissons la machine de guerre vider notre avenir de toute substance.

Le SCFP Ontario s'engage à :

57. Approfondir la sensibilisation de ses membres au lien indissociable entre l'austérité nationale et l'impérialisme mondial, en démontrant comment le complexe militaro-industriel hypertrophié détourne directement les fonds destinés aux services publics essentiels.

58. Réaffirmer sa solidarité inébranlable avec le peuple palestinien, en appuyant activement les coalitions communautaires anti-guerre, les campements d'étudiants et les campagnes exigeant la fin immédiate du génocide à Gaza et de la complicité du Canada dans le commerce des armes.

59. S'opposer sans réserve à l'impérialisme frontalier et à la désignation des immigrants comme boucs émissaires en luttant contre les expulsions de masse et en défendant farouchement les droits, la dignité et les voies d'accès au statut permanent pour tous les travailleurs migrants, réfugiés et sans papiers.

60. Nous tenir aux côtés des réseaux et groupes de travailleurs migrants en formant des coalitions et en appuyant farouchement leur travail essentiel d'organisation, de défense des droits et d'action de première ligne.

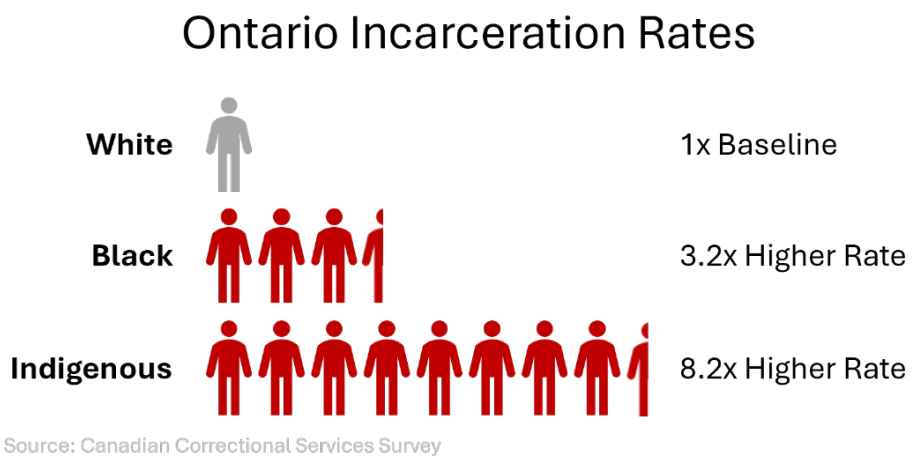
61. Publier des déclarations de solidarité fortes et opportunes, et mobiliser le soutien en faveur des nations et des mouvements du Sud et du monde entier qui résistent aux diktats impérialistes occidentaux, aux blocus et à la guerre économique.

Démanteler l'oppression : la racine du pouvoir capitaliste

62. Les mêmes forces qui financent la violence impérialiste à l'étranger s'appuient sur le maintien de l'ordre violent et l'oppression systémique des communautés Noires, Autochtones et racialisées de la classe ouvrière, ici même en Ontario. L'escalade des attaques contre les communautés marginalisées — de la transphobie croissante à la haine anti-immigrants — constitue une manœuvre de diversion calculée visant à diviser la classe ouvrière. L'équité, c'est la lutte des classes. Les droits de la personne sont les droits des travailleurs. Comme l'a observé le philosophe Charles Mills, la « blancheur » n'est pas vraiment une couleur, mais un ensemble de relations de pouvoir conçues pour maintenir la domination économique et sociale. L'oppression n'est pas une série d'échecs individuels; c'est un mécanisme structurel d'exploitation conçu pour soutenir le pouvoir capitaliste. Être véritablement antiraciste et anti-oppressif, c'est être anticapitaliste.

63. Cette exploitation nécessite un contrôle policier violent des populations marginalisées. En Ontario, le taux d'incarcération des Autochtones est 8,2 fois supérieur à celui des adultes blancs, tandis que celui des adultes Noirs est 3,2 fois supérieur à celui des adultes blancs. Cette violence d'État s'étend au-delà des prisons. Des révélations récentes ont mis au jour une surveillance massive

et secrète des groupes Autochtones par la GRC et le SCRS — une criminalisation des mouvements Autochtones qui se poursuit quotidiennement sous de nouveaux noms d'organismes.



64. Doug Ford finance explicitement la violence carcérale décrite ci-dessus afin d'ouvrir la voie aux profits des entreprises et à la destruction de l'environnement. Lorsque l'on analyse les dépenses provinciales par Autochtone depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, son véritable programme est indéniable : le financement consacré à l'exploitation minière a grimpé en flèche de 601 %, et celui destiné aux services de police a bondi de 769 %. L'État finance littéralement l'extraction militarisée des terres Autochtones — alimentant ainsi la crise climatique — tout en privant ces mêmes communautés d'eau potable. Le racisme environnemental fait en sorte que les communautés marginalisées subissent de plein fouet la pollution capitaliste.

65. On le constate également dans la manière cynique dont on se sert des immigrants comme arme politique. Les politiciens de droite attisent la xénophobie pour détourner l'attention de leurs propres échecs, en diabolisant les migrants — dont bon nombre sont déplacés par les catastrophes climatiques que le capitalisme mondial a lui-même provoquées —, alors que notre économie repose entièrement sur leur exploitation. Nous comptons sur la main-d'œuvre migrante partout en Ontario, mais nous leur refusons la dignité élémentaire.

Le SCFP Ontario s'engage à :

66. Mener des campagnes d'éducation politique solides qui présentent le racisme, le sexisme, la transphobie et le capacitisme non seulement comme des préjugés sociaux, mais aussi comme des outils d'exploitation calculés utilisés pour diviser et affaiblir le mouvement syndical.

67. Lutter activement contre l'État carcéral en exigeant le retrait du financement de la police et des prisons, et en préconisant le réinvestissement massif de ces fonds dans des services publics dirigés par les communautés et axés sur la vie, afin de remédier à la surincarcération dévastatrice des personnes Noires et Autochtones.

68. Défendre farouchement la communauté 2SLGBTQIA+ contre la vague croissante de haine de droite et d’attaques législatives dans toutes les sphères de la société, en utilisant notre pouvoir de négociation collective et notre pouvoir politique pour garantir une protection étendue, notamment en exigeant des soins complets et respectueux de l’identité de genre, ainsi que des écoles et des milieux de travail sécuritaires et inclusifs.

69. Dénoncer l'hypocrisie de la rhétorique anti-immigrants en mettant en avant les contributions essentielles des travailleurs migrants — y compris les réfugiés climatiques — tout en nous mobilisant sans relâche pour garantir qu'ils bénéficient de salaires équitables, de la protection syndicale et d'un statut permanent.

70. Collaborer avec le service de formation syndicale pour former les sections locales à la gestion des processus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), et lutter pour accélérer le traitement de tout grief en milieu de travail qui mettrait en péril le statut d'immigration d'un membre.

71. Renforcer notre solidarité avec les défenseurs Autochtones des terres en condamnant sans équivoque la surveillance continue exercée par le SCRS et la GRC, et en menant une campagne active contre le programme du gouvernement Ford qui privilégie l'exploitation minière et le maintien de l'ordre au détriment de la santé, de la souveraineté et des droits fondamentaux des nations Autochtones.

La libération par la solidarité

72. En fin de compte, ce plan d'action porte essentiellement sur l'autonomie d'action. À l'issue de ce congrès, nous devons repartir avec une compréhension claire de nos rôles respectifs dans les luttes à venir. Le SCFP Ontario agit à titre de branche politique de notre mouvement : il coordonne les stratégies à l'échelle de la province, fournit des ressources et ancrage les traditions radicales qui nous définissent. Mais le véritable moteur de notre pouvoir réside chez les membres. Le travail indispensable d'organisation, d'agitation et de mobilisation se déroule sur le terrain : dans les salles de pause, au sein de nos communautés et sur les lignes de piquetage.

73. Nous traversons une tempête politique violente, mais nous sommes loin d'être impuissants. Notre tâche est double : nous devons lutter pour atténuer les décisions destructrices qui s'imposent aujourd'hui à nos communautés, tout en bâtissant simultanément l'immense pouvoir collectif de la classe ouvrière nécessaire aux luttes de demain. Nous devons garder les yeux rivés sur le rivage tandis que nous traversons cette tempête ensemble, en sachant que le véritable progrès exige à la fois de la patience et une militance sans compromis.

74. Alors que nous ramenons ce combat au sein de nos sections locales, nous devons accepter que notre travail soit souvent difficile et chaotique. C'est le travail quotidien indispensable que nous entreprenons dès l'instant où nous réalisons que notre survie individuelle est liée à notre force collective. Fidèles à nos racines radicales, nous rejetons le désespoir. La solidarité naît de la prise de conscience que nous ne sommes pas les seuls à avoir des rêves. Que ce soit là notre principe directeur. Nous quittons ce congrès unis, dynamisés et

prêts à nous mobiliser. Ensemble, nous reprendrons possession de notre richesse, nous défendrons nos communautés et nous lutterons pour un monde défini par le pouvoir du peuple, la paix et les services publics.

od/COPE343

CUPE SCFP Ontario



PEOPLE POWER
Peace • Public Services
LE POUVOIR DU PEUPLE
La Paix • Les Services Publics

CONGRÈS 2026 CONVENTION

cope LOCAL 343